



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2002/L.10/Add.4
26 avril 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-huitième session
Point 21 b) de l'ordre du jour

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-HUITIÈME SESSION**

Projet de rapport de la Commission

Rapporteur: M. Frederico S. DUQUE ESTRADA MEYER

TABLE DES MATIÈRES*

Chapitre

IV. RAPPORT DU HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS
DE L'HOMME ET SUIVI DE LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES DROITS
DE L'HOMME

* Le document E/CN.4/2002/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil, figurent dans le document E/CN.4/2002/L.11 et ses additifs.

1. La Commission a examiné le point 4 à ses 4^e et 5^e séances (20 mars 2002) ainsi qu'à ses 22^e (2 avril), 28^e (5 avril), 37^e (12 avril), 40^e (15 avril), 41^e (16 avril) et 56^e à 58^e séances (25 et 26 avril).
2. L'annexe VI du présent rapport contient la liste des documents publiés au titre du point 4 de l'ordre du jour. L'annexe V contient la liste de toutes les résolutions et décisions adoptées par la Commission et des déclarations du Président, par point de l'ordre du jour.
3. À la 4^e séance, le 20 mars 2002, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M^{me} Mary Robinson, a présenté son rapport (E/CN.4/2002/18).
4. À la 22^e séance, le 2 avril 2002, la Haut-Commissaire a fait une déclaration concernant la situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé.
5. À la 28^e séance, le 5 avril 2002, la Haut-Commissaire a fait une déclaration au début de la séance extraordinaire tenue à la suite de sa déclaration sur la situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé.
6. À la 40^e séance, le 15 avril 2002, la Haut-Commissaire a fait une déclaration concernant l'état des préparatifs d'une mission de visite qui doit se rendre dans le Territoire palestinien occupé, en application de la résolution 2002/1 de la Commission.
7. À la 54^e séance, le 24 avril 2002, la Haut-Commissaire a présenté son rapport, ainsi que la Commission l'avait demandé dans sa décision 2002/103, sur la dégradation de la situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé (E/CN.4/2002/184).
8. Au cours du débat général sur le point 4, des déclarations ont été faites par des représentants de pays membres de la Commission, des observateurs ainsi que des représentants d'organisations non gouvernementales. La liste de ces intervenants figure à l'annexe III du présent rapport.

Renforcement du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

9. À la 37^e séance, le 12 avril 2002, le représentant de l'Indonésie a présenté le projet de résolution E/CN.4/2002/L.8, qui avait pour auteurs les pays suivants: Algérie, Arabie saoudite,

Bangladesh, Bhoutan, Chine, Cuba, Égypte, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Malaisie, Mexique, Myanmar, Népal, Pakistan, Sri Lanka, Soudan et Viet Nam. Ultérieurement, la Jamahiriya arabe libyenne, la République arabe syrienne et le Venezuela se sont joints aux auteurs.

10. Conformément à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, l'attention de la Commission a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

11. Le représentant du Canada a fait une déclaration pour expliquer sa position.

12. Le projet de résolution a été adopté sans être mis aux voix. Le texte adopté figure à la section A du chapitre II (résolution 2002/2).

Situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé

13. À la 28^e séance, le 5 avril 2002, le représentant de l'Algérie a présenté (au nom de l'Organisation de la Conférence islamique) le projet de résolution E/CN.4/2002/L.13.

14. À la même séance, le représentant de la Suède a modifié oralement le projet de résolution en introduisant un nouveau premier alinéa dans le préambule.

15. À la même séance, le représentant du Canada a présenté une motion en application de l'article 52 du règlement intérieur.

16. À la même séance, le représentant du Pakistan a présenté une motion pour suspendre l'article 52.

17. À la demande du représentant du Guatemala, la motion présentée par le Pakistan a fait l'objet d'un vote enregistré; elle a été adoptée par 50 voix contre 2, avec une abstention. Les voix se sont réparties comme suit:

Ont voté pour: Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Autriche, Bahreïn, Belgique, Brésil, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Costa Rica, Croatie, Cuba, Équateur, Espagne, Fédération de

Russie, France, Inde, Indonésie, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Kenya, Malaisie, Mexique, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Suède, Swaziland, Thaïlande, Togo, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie.

Ont voté contre: Canada, Guatemala.

Se sont abstenus: Pérou.

18. Conformément à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, l'attention de la Commission a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

19. À la demande du représentant du Canada, le projet de résolution, tel qu'il a été modifié oralement, a fait l'objet d'un vote enregistré; il a été adopté par 44 voix contre 2, avec 7 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit:

Ont voté pour: Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bahreïn, Belgique, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Costa Rica, Cuba, Équateur, Espagne, France, Inde, Indonésie, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Kenya, Malaisie, Mexique, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pérou, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Suède, Swaziland, Thaïlande, Togo, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie.

Ont voté contre: Canada, Guatemala.

Se sont abstenus: Allemagne, Arménie, Cameroun, Croatie, Fédération de Russie, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

20. Après le vote, des déclarations pour expliquer leurs votes ont été faites par les représentants des pays suivants: Allemagne, Canada, Fédération de Russie et Pérou. Une déclaration écrite pour expliquer son vote a été communiquée par le représentant de l'Équateur.

21. Le texte de la résolution adoptée figure à la section A du chapitre II (résolution 2002/1).

Dégradation de la situation dans les territoires palestiniens occupés

22. À la 40^e séance, le 15 avril 2002, le représentant du Pakistan a présenté (au nom de l'Organisation de la Conférence islamique) un projet de résolution sur la dégradation de la situation dans les territoires palestiniens occupés.

23. À la 41^e séance, le 16 avril 2002, des déclarations ont été faites sur le projet par le représentant de l'Espagne et les observateurs d'Israël et de la Palestine.

24. À la même séance, le représentant du Pakistan a révisé oralement les paragraphes 1 et 3 du dispositif.

25. Une déclaration pour expliquer son vote a été faite par le représentant du Guatemala.

26. À la demande des représentants du Canada et du Guatemala, le projet de décision, tel qu'il a été modifié oralement, a fait l'objet d'un vote enregistré; il a été adopté par 41 voix contre 2, avec 9 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit:

Ont voté pour: Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Autriche, Bahreïn, Belgique, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Costa Rica, Cuba, Équateur, Espagne, Inde, Indonésie, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Kenya, Malaisie, Mexique, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Pérou, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique du Congo, Sénégal, Soudan, Suède, Swaziland, Thaïlande, Togo, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Zambie.

Ont voté contre: Canada, Guatemala.

Se sont abstenus: Allemagne, Argentine, Cameroun, Croatie, Fédération de Russie, France, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

27. Après le vote, des déclarations pour expliquer leurs votes ont été faites par les représentants de l'Allemagne et du Canada.

28. Le texte de la décision adoptée figure à la section B du chapitre II (décision 2002/103).

La situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé

29. À la 56^e séance, le 25 avril 2002, le représentant du Pakistan a présenté (au nom de l'Organisation de la Conférence islamique) un projet de résolution sur la situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé (E/CN.4/2002/L.116).

30. À la 57^e séance, le 26 avril 2002, le représentant du Pakistan a révisé oralement le projet de résolution, tel qu'il figurait dans un document distinct dont la Commission était saisie.

31. Des déclarations concernant le projet de résolution ont été faites par les représentants de l'Algérie, du Chili, de Cuba, de l'Inde, du Pakistan, du Pérou, du Portugal et de l'Uruguay et par les observateurs d'Israël et de la Palestine.

32. À la 58^e séance, le 26 avril 2002, à la demande du représentant du Pérou, la proposition faite par ce dernier de supprimer «dans le contexte de» au paragraphe 4 du dispositif a fait l'objet d'un vote enregistré. La proposition a été rejetée par 12 voix contre 27, avec 14 abstentions.

Les voix se sont réparties comme suit:

Ont voté pour: Argentine, Belgique, Canada, Chili, Costa Rica, Croatie, Équateur, Mexique, Pérou, Portugal, Suède, Uruguay.

Ont voté contre: Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Bahreïn, Brésil, Chine, Cuba, Inde, Indonésie, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Malaisie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Thaïlande, Togo, Venezuela, Viet Nam, Zambie.

Se sont abstenus: Allemagne, Autriche, Burundi, Cameroun, Espagne, Fédération de Russie, France, Guatemala, Italie, Japon, Pologne, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

33. Des explications de vote ont été données après le vote par les représentants des pays suivants: Allemagne, Canada, Chili, Italie, Japon, Mexique, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Uruguay.

34. À la demande du représentant du Guatemala, le projet de résolution, tel qu'il a été révisé, a fait l'objet d'un vote enregistré; il a été adopté par 33 voix contre une, avec 19 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit:

Ont voté pour: Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Bahreïn, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Cuba, Équateur, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Malaisie, Mexique, Nigéria, Ouganda, Pakistan, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Thaïlande, Togo, Venezuela, Viet Nam, Zambie.

Ont voté contre: Guatemala.

Se sont abstenus: Allemagne, Autriche, Belgique, Cameroun, Canada, Costa Rica, Croatie, Espagne, France, Italie, Japon, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Uruguay.

35. Le texte de la résolution adoptée figure à la section A du chapitre II (résolution 2002/90).
